

## COMMUNIQUE DE PRESSE

## Le gouvernement fédéral manque de moyens et d'ambitions

Réuni ce 17 janvier, le Conseil Central du Mouvement Ouvrier Chrétien a marqué ses vives inquiétudes face à la situation politique du pays. Un Gouvernement est enfin en place, mais le MOC se demande ce qu'il va bien pouvoir faire, alors que les besoins immédiats sont importants et que les défis pour l'avenir ne peuvent attendre. Dès ce début d'année 2008, les questions institutionnelles reviennent en force, alors que nombre de mesures urgentes en matière sociale, économique, budgétaire et environnementale devraient être la priorité.

Quant à l'institutionnel, le MOC ne peut cacher ses réserves face à la note présentée au Roi par Guy Verhofstadt. Les principales options avancées pour sortir de l'impasse risquent grandement de mettre à mal notre modèle de solidarité et de concertation. Derrière ces principales revendications, il y a des portes ouvertes vers plus de concurrence, plus de libéralisme, moins d'égalité. Pour le MOC, une nouvelle réforme de l'Etat ne peut s'envisager que si elle n'affecte en rien la solidarité entre les personnes et si elle engendre un mieux être pour toute la population du pays. Pour cette raison, la sécurité sociale, la concertation sociale et le droit du travail ainsi que l'impôt doivent en tout cas rester des domaines fédéraux.

**Quant aux urgences**, le MOC déplore le manque d'ambitions du Gouvernement et le peu de moyens qu'il compte y affecter.

On connaît aujourd'hui le déficit budgétaire auquel il va falloir faire face. Les trucs et ficelles utilisés par le Gouvernement précédent pour combler les trous ont montré leurs limites. Et pendant ce temps, la pauvreté s'étend (un belge sur 7 vit en dessous du seuil de pauvreté, un pensionné sur 4!) tandis que les bénéfices des entreprises s'accroissent de manière continue (+ 38% en deux ans pour les 20 entreprises cotées en bourse). Cette situation démontre aussi la nécessité de développer une politique budgétaire qui réponde dès aujourd'hui aux défis de demain : vieillissement de la population, économies d'énergies et protection de l'environnement.

Dans ce cadre, le renflouement du fonds mazout sera sans doute la seule réponse fédérale à l'augmentation du coût de la vie. Une mesure, certes nécessaire, mais qui sera trop partielle et trop ponctuelle.

Trop partielle parce qu'elle ne concerne qu'un seul bien de première nécessité pour un montant très limité, et qu'il n'est prévu aucune intervention des sociétés du secteur énergétique, contrairement à ce qui avait été fait dès 2000. Il est inacceptable, alors qu'elles dégagent de plantureux bénéfices (Totalfina : 12,6 milliards et Electrabel : 2,1 milliards d'Euros en 2006, par exemple), que ces entreprises ne participent pas au financement de ce fonds.

Trop ponctuelle parce qu'elle ne s'accompagne d'aucune mesure pour diminuer structurellement les factures énergétiques et pour préserver l'environnement.

En outre, les dix ambitions de Guy Verhostadt pour « rétablir la confiance », pèchent tant par leur légèreté que par leur flou, parfois inquiétant. Quelle réponse sera apportée à l'indispensable liaison des revenus de remplacement au bien-être? Y aura-t-il un refinancement du premier pilier de pensions? L'enfermement des enfants et des familles en centres sera-t-il enfin aboli? Va-t-on réinvestir dans les services publics et dans les politiques d'accueil de l'enfance? Le plan d'accompagnement des chômeurs sera-t-il enfin évalué et va-t-on cesser de pénaliser et stigmatiser les chercheurs d'emploi? Va-t-on mettre en place une assurance dépendance fédérale au cœur de la sécurité sociale? Dotera-t-on les accueillantes d'enfants d'un vrai statut de travailleuses? L'accès au Service des créances alimentaires sera-t-il élargi dans le sens d'un vrai service universel? Le congé éducation payé sera-t-il rétabli? Rien de clair, sur toutes ces questions, dans la trop brève déclaration gouvernementale.

## Le MOC attend du Gouvernement qu'il s'attaque d'urgence à 5 chantiers fondamentaux :

- le soutien au pouvoir d'achat des ménages, prioritairement des plus précarisés,
- le renforcement et la pérennisation de la sécurité sociale au niveau fédéral,
- le développement d'une fiscalité équitable,
- une politique d'asile et d'immigration juste et humaine, fondée notamment sur la régularisation des sans papiers et l'établissement de critères objectifs,
- un développement réellement durable, tant en matière de mobilité, de logement, de consommation et d'énergie.

Renforcer la solidarité, faire reculer les inégalités, protéger l'environnement, ce sont aussi les conditions de survie de notre pays.

Thierry Jacques
Président